

LEXIQUE



Politique	Togo : Nos ministres doivent-ils retourner à l'école ?	2010.04.24
Politique	« Vives préoccupations » des organisations des droits de l'homme	2010.04.24
Politique	Violation droits Homme, viols militants UFC: Que cache silence Y. Agboyibo et L.Gnininvi ?	2010.04.24
Politique	Togo : Le pasteur Charles Klagba, dénonce la répression policière	2010.04.24
Politique	Le C V U écrit aux chefs d'Etat des pays partenaires en développement du Togo	2010.04.24
Cinquantenaire	GRAD: le Togo, 50ans déjà	2010.04.24
Cinquantenaire	Le CAR appelle à la refondation de la République	2010.04.24
Cinquantenaire	«Le 27 avril doit marquer notre nouveau départ, notre nouvelle indépendance»	2010.04.24
Economie	Partenariat : Nestlé se lance dans la production de lait au Kenya	2010.04.24
Syndicalisme	Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT),	2010.04.24
Afrique	Mali • ATT refuse de jouer la prolongation au Mali	2010.04.24
Asie	THAÏLANDE • Eloigner le spectre de la guerre civile	2010.04.24
Asie Centrale	KIRGHIZISTAN • Bientôt les élections	2010.04.24
Asie	INDE • Comment se retrouver avec 100 millions de pauvres en plus	2010.04.24
Société	En ULM pour un record (Fin)	2010.04.24
Solidarité	Coup de pouce pour le Togo à Giraudoux	2010.04.24
Solidarité	Lille Quartiers : Souffle et chœur pour concert caritatif profit Togo, demain église Saint-Michel	2010.04.24



Vendredi 23 Avril 2010



Au Togo, y a-t-il au moins concertation entre les autorités ministérielles dont les activités s'imbriquent, et ceci, dans le but d'harmoniser les mesures prises et dont les populations se retrouvent au cœur ? On est en droit de se le demander eu égard à certains faits. Mercredi 21 avril 2010. Troisième veillée de prière à la bougie prévue par le FRAC. Cadre : Eglise Méthodiste Salem de Hanoukopé. Si je me permets de poser cette question, celle de savoir si nos ministres doivent retourner à l'école, ce n'est pas pour rien. Nous étions au mardi 20 avril. Le ministre Bodjona de l'Administration territoriale, sur invitation, reçoit une délégation des pasteurs de l'Eglise Méthodiste Salem dans le cadre de la veillée du FRAC en vue de procéder à quelques réglages pour, paraît-il, une gestion efficiente et sans incident. Il fait comprendre que ses inquiétudes se situeraient au niveau de la sécurité, car il (gouvernement) ne serait pas en mesure de garantir la sécurité la nuit aux participants à la veillée. Les pasteurs auraient proposé de ramener la veillée à 11h30. Ce à quoi le ministre Bodjona n'avait pas trouvé d'inconvénient. Sur cette base, les responsables de l'Eglise ont informé ce même mardi les organisateurs. C'est ce qui d'ailleurs explique que dans certains journaux parus mercredi un communiqué du FRAC signé du Premier Vice-président ramène l'heure de la veillée initialement prévue pour 17h, à 11h30. Alors, quels n'ont été la surprise et l'étonnement des participants à cette rencontre, d'arriver sur les lieux ce mercredi et se voir signifier que la manifestation était interdite, avec bouclage des entrées à l'Eglise ! Il convient toutefois, de saluer au passage l'esprit de disponibilité et de responsabilité qui a prévalu au niveau du ministre Bodjona par rapport au consensus qui avait conduit à arrêter la mi-journée pour cette manifestation du FRAC, et si tant il est vrai qu'il était de très bonne foi.

Là où le bât blesse, c'est qu'on ignore si les deux super-ministres de Faure que d'aucuns considèrent à tort ou à raison, comme les vrais « présidents » de la République, soit parce qu'ils orienteraient les décisions de qui l'on sait, ou agiraient en maîtres absolus sans demander l'avis de qui que ce soit, avaient eu à communiquer entre eux à propos des nouveaux développements. Comment, comprendre alors que les pasteurs ainsi que les membres du Front ont été rassurés d'avoir au moins trouvé un consensus avec les autorités et que, sur le terrain, des policiers armés de matraques et de gaz lacrymogènes aient été déployés, signifiant ainsi l'interdiction ? Il ne faut pas oublier qu'on est dans un régime d'information et non d'autorisation. A qui avait été adressée l'interdiction alléguée par Titikpina dans son communiqué du 21 avril ? Si le ministre Bodjona savait bien que la manif allait être frappée d'interdiction mais qu'il a fait croire aux pasteurs et au FRAC que c'était acquis, alors il mérite d'être accusé de mauvaise foi. En revanche, on a comme l'impression d'un manque de communication entre Bodjona et Titikpina, les deux autorités chargées respectivement de l'Administration et de la Sécurité. Toutefois, certaines indiscretions font croire que Titikpina qui s'y connaîtrait peu ou prou en administration et qui table plus sur l'usage de la force que sur le contenu des textes de loi, ne s'embarrasserait guère de scrupule pour la répression brutale. Trop de dégâts et de maladresses à son actif depuis qu'il a été bombardé à ce département ministériel et qui ne font pas la bonne réputation du gouvernement actuel. Bien des Togolais attendent de voir si dans le prochain, Faure va le maintenir pour qu'il continue à faire entrave aux bonnes pratiques et au respect des textes de loi. Trop d'impérities de la part de nos ministres qui préfèrent les improvisations à l'orthodoxie. Pour cela, ne mériteraient-ils pas de retourner sur les bancs et réapprendre les B.A.BA ainsi que les règles de l'administration que doit maîtriser un ministre ?

Alain SIMOUBA
LIBERTE HEBDO



Six organisations de défense des Droits de l'Homme au Togo (LTDH, CTDDH, CACIT, ATDH, ATDPDH, ACAT-Togo) ont exprimé vendredi à Lomé leurs « vives inquiétudes » sur les agressions et la violation des droits humains observées pendant la période post-électorale au Togo.

Dans une déclaration rendue publique, ils ont invité les responsables du Frac (Front républicain pour l'alternance et le changement) et de l'UFC à respecter la législation nationale en matière de droit de manifestation et de sécurité publique, d'encadrer les militants afin d'éviter toute sorte de provocation lors des rassemblements publics et de cesser les agressions et menaces dirigées contre les journalistes. Ils ont en outre demandé aux autorités togolaises de respecter et de garantir la liberté d'opinion et de manifestation pacifique des partis politiques, conformément aux lois et aux instruments régionaux et internationaux de défense des droits de l'Homme.

Etisame.com Violation des droits de l'Homme, viols sur les militants de l'UFC: Que cache le silence deYawovi Agboyibo et Léopold Gnininvi?

Me Yawovi Agboyibo, Prof. Léopold Gnininvi, voici deux icônes du combat démocratique au Togo, deux figures emblématiques de l'opposition. La simple évocation de leurs noms fait remonter beaucoup de souvenirs à la mémoire. Mais ces leaders semblent s'être résolument mis en retrait de l'actualité politique et observent un mutisme total face aux derniers développements du contentieux électoral faits de violations systématiques des droits de l'Homme. Assez surprenant, quand on fait un bref retour dans leur passé politique.



Léopold Gnininvi

Les Togolais ne se rappellent même plus la dernière fois qu'ils ont entendu ces leaders parler. Les toutes dernières apparitions du Prof. Léopold Gnininvi remontent dans le temps. Il ne s'est signalé entre-temps qu'à travers une déclaration laconique signée au nom de son parti, la Convention démocratique des peuples africains (CDPA) au sujet des événements de CESAL qui ont vu les forces de l'ordre débarquer au centre de compilation des données du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) et emporter le matériel informatique et les procès-verbaux. Quant au leader du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), les dernières images de lui remontent à la campagne électorale. Son parti ayant un faible pour les commérages, il s'est fendu d'un communiqué pour répliquer au confrère de RFI qui accusait le parti tacitement entre-temps de se dissocier de la contestation dans la rue, déclaration signée de son Secrétaire national Jean Kissi. Depuis, plus rien de la part de ces leaders. Ce retrait inquiétait au point que le leader de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) a dû les apostropher. A travers une déclaration publique, Agbéyomé Kodjo les a récemment appelés à rejoindre la contestation du FRAC. Mais apparemment cet appel est tombé dans les oreilles de sourds. Plus inquiétant est le mutisme de Me Yawovi Agboyibo et du Prof. Léopold Messan Gnininvi sur les violations systématiques des droits de l'Homme dont sont l'objet ces derniers temps les militants de l'Union des Forces de Changement (UFC) et du (FRAC).

Les partisans de ce parti et ce front subissent en effet des exactions de la part des forces de l'ordre. Le dernier scénario en date est l'intervention musclée de la Gendarmerie mercredi dernier au siège de l'UFC lors de la veillée à la bougie. Cette intervention était une somme de violations des droits de l'Homme. Les éléments ont débarqué sans mandat de perquisition, défoncé portes et fenêtres, emporté des tas d'équipements qui n'ont rien à voir avec un projet de trouble à l'ordre public, procédé à des arrestations. Le comble de l'ignominie a été atteint, avec des viols sur des manifestantes arrêtées. Des femmes ont avoué avoir été l'objet de touchers vaginaux de la part d'éléments de la Gendarmerie, entre autres traitements indignes.

Si on peut comprendre la réticence de Yawovi Agboyibo et Léopold Gnininvi à rejoindre les contestataires dans la rue et la justifier par des calculs politiques -peut-être que toute participation de

leur part ou déclaration leur fermeraient les portes du prochain gouvernement, et c'est un droit absolu d'aspirer à y participer-, leur mutisme face à ces exactions des forces de l'ordre est ahurissant. Le viol fait partie des traitements les plus inhumains et dégradants et est combattu avec extrême rigueur par des outils internationaux. C'est un crime contre l'humanité, au même titre que le génocide. On a toujours connu ces leaders comme des défenseurs des droits des opprimés. Me Yawovi Agboyibo surtout, s'est toujours illustré comme le défenseur par excellence des droits de l'Homme. Point n'est besoin de rappeler son parcours et son engagement sur le terrain de la lutte démocratique au Togo. Le bon sens n'arrive donc pas à comprendre que l'avocat ferme les yeux sur ces violations des droits humains dont sont victimes les militants de l'Union des Forces de Changement (UFC) et du FRAC. Ces exactions suscitent de jour en jour les dénonciations des différentes associations nationales de défense des droits de l'Homme et de la masse intellectuelle. A certaines voix qui réclament l'ouverture d'une enquête judiciaire s'adjoignent d'autres qui recommandent au FRAC de saisir la Cour pénale internationale (TPI). Mais c'est le black-out total chez Me Yawovi Agboyibo et Léopold Gnininvi. L'opinion doit-elle concevoir ce silence comme un consentement à ces violations?

C'est tout de même déplorable. Au-delà de ces deux personnalités, c'est presque toute l'opposition, à part bien sûr les associés du FRAC qui est aphone devant ces événements. Les autres présidentiables de l'opposition hésitent à réagir. Sont-ils encore sous le coup de leurs scores micro-organiques au scrutin du 4 mars? Tout ce beau monde semble dire: «Ils n'ont qu'à faire on va voir».

Par Tino Kossi

Source: Etiname.com

Lomé a connu une escalade de violence dans la journée de mercredi 21 avril 2010. Un empêchement par la police d'une séance de prière annoncée par le front républicain pour l'alternance et le changement (Frac), a dégénéré. Forces et sécurité et militants et sympathisants du Frac, se sont violemment affrontés dans les rues du centre ville. Des miliciens sont à un moment venus en renfort aux forces de sécurité, à court de Gaz lacrymogène.

On dénombre plusieurs blessés dont des cas graves. Partis du quartier Hanoukopé qui abrite le Temple de l'église Méthodiste de Salem, où était prévue la veillée de prières, les échauffourées se sont très vite étendues à plusieurs quartiers. Les jeunes ont brûlé des pneus et posé des barricades pour empêcher les voitures de la police de circuler. Vers le soir, les policiers et miliciens se sont introduits dans les maisons pour y exercer des violences sur les habitants, notamment au quartier Hanoukopé.

Au lendemain de ces échauffourées, le pasteur Charles Klagba, responsable du Temple, a rencontré la presse. Ce dernier a révélé des menaces de mort sur sa personne. « On m'accuse de vouloir faire une révolution », a expliqué l'homme de Dieu, qui déplore la répression sur des fidèles venus prier. Le pasteur dit ne pas comprendre cette attitude des autorités d'autant que le même Temple a abrité après la proclamation des résultats, une cérémonie de prières du parti au pouvoir.

Le Pasteur Klagba ne compte cependant pas céder aux menaces. « Depuis 1883, l'église méthodiste accueillent des fidèles qui viennent prier pour confier leur sort au bon Dieu. Je reste fidèle à mon sacerdoce, je ne peux pas refuser aux gens de venir prier dans l'enceinte du temple », a-t-il affirmé. Le Pasteur Klagba était entouré lors de sa rencontre avec la presse, de trois autres pasteurs, dont l'un a été violenté la veille par les policiers.

Une fébrilité s'est emparée du pouvoir. Des rumeurs à Lomé font de plus en plus état de remous au sein des Forces Armées Togolaises. Les raisons et les manifestations de ces remous sont cependant inconnues. Toujours est-il que les préparatifs du Jubilé d'or du cinquantenaire, sont perturbés au sein des FAT. On évoque un programme réduit pour l'essentiel à une cérémonie de prise d'armes.

D'autres rumeurs annoncent également pour bientôt, une rencontre entre le pouvoir et l'opposition à Paris. Des négociations initiées par Le Président français Nicolas Sarkozy, pour aplanir les contestations populaires qui enflent au Togo. Il n'y a pas longtemps, le Chef de l'Etat togolais a dépêché une mission auprès du Président français. La même mission composée du Ministre d'Etat, Pascal Bodjona et du Conseiller spécial du Chef de l'Etat Barry Moussa Barqué, a rencontré le leader de l'UFC, Gilchrist Olympio à Paris.

Source : Koaci

Gabriel ADONOU *je blogue pour la vie*

Le Collectif pour la Vérité des Urnes écrit aux chefs d'Etat des pays partenaires en développement du Togo

avr 23 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

Il est maintenant notoire que l'élection présidentielle du 4 mars 2010, au lieu de permettre un renforcement du processus démocratique dans notre pays, n'a contribué en fait, qu'à permettre au pouvoir sortant de perpétrer un énième holdup électoral.

Ce scrutin, n'aura contribué qu'à faire pâlir encore le rayonnement du Togo, alors qu'il aurait dû constituer une immense fête populaire, point d'orgue des festivités du 50ème anniversaire de notre indépendance, en montrant à nos frères africains et à la communauté internationale que notre pays, avait décidé de s'engager hardiment sur les chemins de la Vertu et de la démocratie.

Ne pouvant rééditer le scénario de violence inouïe qu'a connu le Togo lors du scrutin de 2005, qui avait entraîné plusieurs centaines de victimes parmi nos compatriotes et avait annihilé en deux jours toute velléité de contestation ; Faure Gnassingbé et le pouvoir sortant, ont provoqué en refusant d'admettre la réalité et en travestissant le résultat des urnes, la plus structurée des mobilisations citoyennes que notre pays ait jamais connue depuis 50 ans. Ce regain d'énergie du peuple Togolais, aujourd'hui plus que jamais debout, vivifie la lutte pour la vérité des urnes en vue d'une solution raisonnable et acceptable de sortie de crise dans le calme et la sérénité. Ce faisant, le peuple Togolais épris de Justice et de Liberté démontre à tous ses contradicteurs sa maturité et son sens de responsabilité élevé.

Ces centaines de milliers de citoyens qui à l'appel du Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), d'OBUTS, du Conseil Mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT) et du Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), s'inscrivent dans un MOUVEMENT POUR LA LIBERTE et la VERITE DES URNES, occupent pacifiquement et inlassablement la scène publique.

Ceux qui marchent tous les samedis et risquent leur vie en participant aux veillées de prière de sortie de crise, ne luttent pas uniquement pour la vérité des urnes. Ils luttent aussi parce qu'ils sont les premières victimes des résultats désastreux de la gouvernance du pouvoir sortant, incapable de faire reculer le niveau de pauvreté qui affecte plus de 65 % de la population, à cause du pillage des richesses nationales du pays. Ils luttent pour en finir avec le creusement des écarts dans la répartition des fruits de la croissance, contre le creusement des inégalités sociales, dans un contexte socio économique où plus de 60 % de la population se partage seulement 1 % de la richesse nationale à cause des injustices sociales ayant marqué le quinquennat du pouvoir sortant.

C'est justement pour empêcher ce cri de détresse, mais aussi de détermination pour en finir avec les injustices, que Faure Gnassingbé et le pouvoir sortant ont interdit toutes les manifestations pacifique des forces de l'Alternance à Dapaong, Kara, Bassar, Tchamba, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Tsévié, Vogan, Aneho, et toutes les autres villes de l'intérieur du pays.

Mais en vain, puisque rien ne vient amoindrir la détermination de ce peuple en marche pour la liberté, la démocratie et la justice sociale !

Pour conforter l'action déterminée des centaines de milliers de togolais qui ont décidé d'occuper le terrain, en portant le cri de vie de toutes les filles et de tous les fils du Togo tout entier qui aspirent à l'alternance politique et à un changement radical de gouvernance ; le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), vient d'adresser une lettre à plusieurs dirigeants du monde dont l'ensemble des Chefs d'Etat des

pays partenaires en développement du Togo. Le CVU y esquisse des propositions concrètes de sortie de crise pacifique et leur demande de soutenir le peuple Togolais dans sa quête de Liberté, de Paix et de Mieux être.

Ceux qui au sein du gouvernement sortant ne cessent de nous toiser du haut de leur mépris et de leur condescendance en raillant notre compétence et l'absence de propositions en seront encore une fois pour leurs frais !

Rien ne nous arrêtera pour mener la lutte jusqu'au bout et amener l'étoile du Togo au firmament de la démocratie !

Ensemble, en avant la Résistance citoyenne pour que vive un Togo Libre et Prospère !

Que Dieu bénisse le Togo et ses enfants, et ouvre à présent un chemin nouveau sous nos pas !

Lomé, le 22 avril 2010.

Le Coordinateur provisoire,

Agbéyomé KODJO.

letogolais.com GRAD: le Togo, 50ans déjà

Sur le continent africain, les politiciens, les penseurs, les populations et les médias se préoccupent de la célébration de cinquante (50) ans d'indépendance de dix sept (17) pays. Certains Etats comme la Guinée et le Ghana avaient déjà fêté l'événement. Il faut rappeler qu'à l'époque, il y avait des Etats qui voulaient demeurer dans l'union française alors que d'autres à l'instar de la Guinée de Sékou TOURE réclamaient l'indépendance immédiate. C'est ainsi que parmi les dix sept pays, il y a ceux qui se sont vu octroyer l'indépendance et ceux qui l'ont acquise au terme d'une véritable lutte. Notre pays fait partie de la deuxième catégorie.



Au Togo, «ABLODE» fut proclamée le 27 avril 1960 date où fut chanté pour la circonstance et dans l'allégresse l'hymne national «Terre de nos aïeux».

Il est utile de préciser qu'Ablodé signifie indépendance, lequel mot veut tout simplement dire liberté, ou émancipation. Le TOGO, indépendant de la puissance coloniale, a choisi pour devise: «Travail -Liberté – Patrie». Mais les aspirations légitimes des nationalistes par rapport à la nouvelle donne ne semblent pas être perçues de la même manière que les colons qui avaient déjà en sous main une recette de récupération, le néocolonialisme.

Il est opportun aujourd'hui que nous saisissons cette célébration des cinquante ans pour restituer à nos mémoires parfois assoupies ce qui a été fait à ce jour, évaluer la part de responsabilité qui échoit aux dirigeants qui se sont succédés dans l'avènement du cortège de malheurs qui affligent aujourd'hui les citoyens togolais. Les leçons tirées de notre histoire nous permettraient de mieux apprécier les enjeux qui se profilent à l'horizon afin d'envisager les mesures idoines pour les affronter.

I- LE TOGO DANS LE RETROVISEUR DE L'HISTOIRE

Après leur victoire de 1958, les nationalistes n'ont pas jugé opportun de proclamer l'indépendance du Togo. Il fallait rapidement prendre un certain nombre d'initiatives pour préparer la naissance du Togo. Parmi les urgences, il y a lieu de retenir le problème juridique du mandat des Nations Unies qu'il fallait lever, le remboursement à la France de la dette, l'hymne national, le drapeau, la devise, le monument et l'hôtel le Bénin. Ainsi donc, après diverses péripéties, le Togo fit son entrée sur la scène internationale le 27 Avril 1960.

En cette année 2010, il fêtera cinquante ans. Un demi-siècle dans la vie d'une nation est un événement important. Des questions méritent d'être posées. D'où venons-nous ? Où allons-nous? Qu'avons-nous fait depuis 1960 jusqu'à 2010 ? Ce sont des interrogations légitimes. Quatre périodes peuvent donc être retenues.

1960-1962

C'est la période des grands défis auxquels doivent faire face les autorités de l'époque qui avaient inscrit au premier plan de leurs préoccupations la formation des cadres nationaux. S'il était facile de remplacer certains fonctionnaires métropolitains par des nationaux, il faut reconnaître que le remplacement des administrateurs coloniaux posait problème. Pour y faire face, le décret n° 58-113 du 29 décembre 1958 créa l'Ecole Togolaise d'administration.

La politique d'austérité imposée par le gouvernement et les sacrifices consentis par le peuple

imposaient aux dirigeants la transparence dans la gestion des affaires de la cité. L'obligation de rendre compte était à l'ordre du jour, ce qui permettait à la population de suivre sur les ondes de la radio nationale le compte rendu mensuel des activités du gouvernement.

L'école étant le cadre le mieux adapté pour l'évolution humaine, des établissements primaires et secondaires ont été créés. L'initiative privée avait apporté sa contribution en la matière, sans oublier bien entendu le rôle joué par les missions chrétiennes catholiques et protestantes.

Le TOGO étant essentiellement un pays agricole, des coopératives et mutuelles rurales ont vu le jour. La loi 59-45 du 5 juin 1959 organisa les Sociétés Publiques d'Action Rurale (SPAR). Il y avait une SPAR dans chaque circonscription administrative.

Le mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole (JPA) est un organisme social dont le but est le développement économique du pays et l'élévation du niveau de vie de la masse paysanne. Ce projet qui avait bénéficié de l'assistance technique de l'Etat d'Israël était opérationnel et des moniteurs Togolais formés s'occupaient de l'encadrement des jeunes

Sur le plan de la santé publique, les malades bénéficiaient des soins prodigués par le personnel de l'assistance médicale de la République Togolaise, lequel comprend des médecins togolais, africains et européens, des sages-femmes et infirmières diplômées de France ou de Dakar, des infirmiers ainsi que des auxiliaires.

La médecine préventive occupe une place importante parmi les services de Santé Publique. Les organismes d'hygiène et de la voirie étaient très actifs en la matière. Ils veillaient à la propreté des lieux publics, des latrines publiques ainsi que des habitations et luttaien contre la divagation des animaux. Ils assuraient également le ramassage quotidien des ordures ménagères. La population éduquée, apportait sa contribution pour maintenir sain l'environnement.

Il faut signaler que le gouvernement togolais n'a pas participé aux pourparlers qui ont abouti à la création de l'Union Monétaire Ouest Africaine parce qu'il avait pris la décision d'avoir sa propre banque centrale qui aura en charge l'émission de la monnaie togolaise.

Pour promouvoir l'unité nationale, dans le sens de la culture locale, le gouvernement a demandé aux services du ministère de l'éducation nationale de faire prendre le départ à l'enseignement bilingue dès l'école primaire. C'est ainsi que deux dialectes, l'éwé et le haoussa ont été choisis et les informations en langues locales sont données sur les ondes de la radio nationale dans ces deux dialectes.

Malheureusement, les aspirations des nationalistes pour la jeune nation ont été compromises le 13 janvier 1963 par l'assassinat du Président de la République Il s'agit d'une symphonie inachevée.

1963-1966

D'entée de jeu, le président GRUNITZKY annonça le 26 janvier 1963 que sa politique ne variera pas. Les divers chantiers ouverts avant 1963 font partie des préoccupations de l'équipe dirigeante de la période sus rappelée. La tâche du gouvernement ne sera pas facile. Il lui fallait tout d'abord panser les blessures causées par le drame du 13 janvier 1963.

Conscient du fait que le développement du pays concerne tout le peuple, le gouvernement soucieux du climat qui prévalait à l'époque, avait estimé qu'il était nécessaire de réunir les forces vives de la nation. C'était l'objectif de la table ronde ouverte le 27 février 1963. Indépendamment de cela, les autorités se

sont mises sérieusement au travail. C'est au cours de cette période que les grands chantiers ont été réalisés notamment:

le port autonome de Lomé, la brasserie d'Agoenyivé et l'usine textile de Datcha dont les premières pierres ont été respectivement posées au cours de la dernière semaine de novembre 1962 par le président OLYMPIO et M. Von HASSEL, par Fio AGBANON II en présence de Messieurs STEINWALLER et HAASSE et par le vice président de l'Assemblée nationale du TOGO, M Youma MOGORE en présence de M. FRAUENTOLE. Voilà posées les bases du bien-être économique du TOGO.

Le lycée de Tokoin ainsi que l'aéroport du même nom ont renforcé les infrastructures scolaire et aéroportuaire.

L'élan imprimé par les autorités d'alors au processus de développement n'est pas allé loin. Il a été déstabilisé par des dissensions à la tête de l'exécutif et au sein de l'assemblée nationale. Ces crises ont commencé à sonner, progressivement, la fin de cette période.

1967- 1990

C'est la période la plus longue. Il est opportun de rappeler cet intermède de janvier à Avril 1967, lequel a permis au général EYADEMA de se hisser au pouvoir et de le conserver malgré l'engagement pris par les militaires. En effet, il a été annoncé à la population la mise sur pied d'un conseil de réconciliation chargé, dans un délai de trois mois, de préparer les institutions devant permettre des élections libres et démocratiques à l'issue desquelles, l'armée s'engage à quitter la scène politique. Contre toute attente, aucune élection n'a été organisée. Monsieur Etienne EYADEMA évinça Monsieur Kléber DADJO, alors président du conseil de réconciliation pour s'emparer du pouvoir.

Le nouvel entrant sur la scène politique nationale a bénéficié d'une période de grâce et qui a suscité beaucoup d'enthousiasme. Elle a été marquée par la réalisation d'un certain nombre d'infrastructures notamment

- Hôtelières (Tropicana, La Paix, 2Février, Sarakawa etc...)
- Scolaires et universitaires (Collèges d'enseignement général, Ecole Normale Supérieure, Université du Bénin etc...)
- Routiers (bitumage routes Lomé-cinkassé, Lomé-Kpalimé etc...)

La création du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) en 1969 avait suscité beaucoup d'espoir. Ce parti conformément à ses idéaux, devrait assurer le bonheur au peuple en lui donnant l'occasion de se réconcilier avec lui-même. La maison du RPT était le symbole national dudit parti.

Il faut inscrire à l'actif du nouveau régime les grands projets de développement économique. Beaucoup d'entreprises ont été créées dont la plupart sans une réelle maîtrise de l'environnement économique national et international. Comme la bonne gouvernance n'était pas à l'ordre du jour, il est aisé de comprendre que la gestion de ces unités de production n'a pas été faite selon les règles de l'art, ce qui les a complètement ruinées.

L'attentat de Sarakawa a été un tournoi décisif dans la vie de la nation. Il avait, certes provoqué des émotions et de douleur. Mais il avait aussi suscité des doutes quand aux causes de la catastrophe. Dans cette atmosphère, certains Togolais imbus de leur personnalité et aveuglés par leurs ambitions ont commencé par rivaliser de zèle et de flagornerie autour du chef de l'Etat, qui exploitera cet événement pour renforcer son image d'homme choisi et protégé par les dieux. Ainsi, a été donné le coup d'envoi d'un processus irréversible du culte de la personnalité qui allait régenter désormais la vie quotidienne

de tout un peuple.

De 1975 à 1990 le Togo s'est investi, sans réserve, dans une diplomatie très active qui lui a valu d'accueillir à quatre reprises dans sa capitale, la signature de la convention ACP/CEE dénommée «La convention de Lomé». De nombreuses médiations avaient également été menées pour la paix dans des pays africains ont été à son actif. Ce fut les moments de gloire mais aussi l'époque où l'embrigadement politique de la population et le culte de la personnalité à la nord-coréenne importés du Zaïre ont pris leur essor. L'animation, cette corruption des mœurs était à son comble, favorisée par la délinquance politique. Elle a gangréné et dépravé toute la société togolaise par sa crasse morale. La jeunesse qui devrait être mobilisée pour les travaux de développement tel que prévus pour la Jeunesse Pionnière Agricole, a été canalisée et orientée vers l'oisiveté pour louer le Président fondateur.

Le pouvoir, dans sa dérive, a décidé de supprimer le 27 avril et sa célébration, la devise et l'hymne national. Cette décision dont l'incohérence se dispute l'incompréhension des faits validés par l'histoire nationale est absurde et consacre de façon arbitraire la division du peuple.

La révolution verte bien inspirée a été malheureusement plus chantée à la gloire du guide que concrétisée dans les sillons des champs. Le parc de matériels agricoles géré par la Société Togolaise d'Exploitation du Matériel Agricole (SOTEXMA) a été abandonné après avoir servi des intérêts inavoués.

A la lecture de ce qui précède, il est permis, avec du recul, de comprendre la stratégie du système politique, laquelle consiste à faire le contraire de ce qui est dit

Le livre vert du RPT, un document bien élaboré, qui aurait pu dans une mise en œuvre efficace, faire avancer le pays n'a malheureusement pas comblé les attentes. Le bonheur et la réconciliation promis au peuple par le RPT sont restés de vains mots.

Les programmes d'ajustement structurel ont rendu plus difficile la vie des Togolais. Les privatisations imposées par les bailleurs de fonds, ont été réalisées, sans tenir compte des textes nationaux en vigueur en la matière.

Tout comme les ressources humaines n'ont pas fait l'objet d'une utilisation à bon escient, les ressources financières sur lesquelles sont arrimées le gaspillage, les détournements et la corruption sous toutes ses formes, ont connu le même sort.

Les conséquences sont désastreuses pour le pays et mettent à nu la gestion improvisée et opaque des affaires. Le Togo arbore un paysage économique garni d'éléphants blancs et s'essouffle sous un fardeau de dettes intérieure et extérieure incroyable.

1990 – 2010 : Les décennies de tous les dangers

Les actes posés étant souvent en contradiction flagrante avec les objectifs poursuivis, le peuple n'a jamais été réconcilié face à cette volonté manifeste de "diviser pour mieux régner". La liberté est sans cesse menacée et trop souvent violée.

Une fausse conception de la paix faite de mots utilisés pour mentir, pour tromper et pour assujettir la population avec un cynisme tranquille, a conduit au mouvement du 05 octobre 1990 où les jeunes outrés, se sont révoltés pour mettre fin à l'arbitraire et à la violence faite à leur corps et à leur intelligence. Les dirigeants n'ayant pas suffisamment tiré les leçons des événements ont continué à gouverner comme par le passé.

Le train du 05 octobre 1990 qui a ramené le 27 avril, l'hymne national et la devise n'est pas encore entré en gare de la démocratie.

La constitution de 1992 adoptée par le peuple togolais est claire. Elle gêne les dirigeants qui rêvent d'en modeler une autre taillée à leur mesure. Le toilettage de la loi fondamentale a ainsi altéré cette dernière et l'a dépouillée de sa pureté originelle. Le souci des dirigeants est de se maintenir au pouvoir contre vents et marées.

Des responsables de l'opposition se sentant usés ont vu leurs idéaux s'effriter. Ils ont été victimes de débauchage.

L'appât du gain facile et la course à l'argent et aux privilèges ont vite eu raison des convictions des uns et des autres. Chacun est prêt à occuper un strapontin, à se voir confier un porte feuille même s'il n'en a pas la compétence.

II - LE TOGO FACE A SON AVENIR

En prenant en compte le chemin parcouru avec toutes les fortunes diverses, il faut se mettre à l'évidence pour reconnaître que le TOGO est aujourd'hui au bord du gouffre alors qu'il aurait pu mieux se porter au regard des atouts dont il dispose.

La constitution est constamment violée et les accords politiques, dans leur mise en œuvre, sont souvent vidés de leurs substances. La loi fondamentale mérite d'être revue.

Le niveau de l'endettement du pays qui était quasi nul en 1960 se situe aujourd'hui à plus de deux (02) milliards de dollars. Une meilleure gouvernance économique s'impose.

Les infrastructures sont dans un état déplorable. L'hôtel Tropicana est livré à la mer mais que sont devenus «l'hôtel 2 février» et l'hôtel de la paix généralement mal entretenu? Nos villes livrées à elles-mêmes, regorgent d'immondices et ne disposent ni de jardins entretenus ni de place de loisir. Dans ce domaine Lomé ne peut citer que Fréau jardin datant de l'époque coloniale, longtemps délaissé et aujourd'hui en phase de réfection. Les routes crevassées sont dans un état piteux source de nombreux accidents mortels surtout que Les soins de santé non garantis deviennent de moins en moins accessibles aux citoyens sans moyens. Le chemin de fer est totalement abandonné. La féculerie de Ganavé est fermée. L'industrie des phosphates est devenue une charge pour le contribuable. Les producteurs de coton sont découragés et en produisent de moins en moins.

Aussi, l'équipe dirigeante du RPT qui passe quarante trois (43) ans aux affaires sans autoriser une quelconque alternance, porte-elle la lourde responsabilité par rapport à la misère rampante dans laquelle transpirent la plupart des Togolais. C'est un échec et il faut le reconnaître. La crise perdure.

Cette équipe n'a aucune excuse et ne peut se prévaloir de circonstances atténuantes puisque les gouvernements précédents, avaient, dans l'adversité de leur époque, déblayé, bon an mal an, le terrain.

Où va le TOGO? Une question pertinente qui interpelle les uns et les autres. La réponse dépendra de ce que les Togolaises et les Togolais, conscients et responsables vont décider ensemble de faire. Devant cette situation inouïe de détresse et de frustrations de tous ordres, les jeunes semblent avoir déjà repris le combat. Ils multiplient les manifestations de rue pour se faire entendre et ne croient plus à l'avènement d'hommes providentiels. Le Togo non encore réconcilié doit se passer de cet épisode regrettable. Pour ce faire les dirigeants doivent rester attentifs aux aspirations et aux attentes des

citoyens. L'heure est donc venue de se ressaisir pour ne plus tomber dans les errements du passé mais d'avancer avec confiance sur le chemin de la concorde et du développement.

QUE FAIRE ?

Le GRAD pense qu'il faut d'abord accepter de mettre l'Homme au centre des préoccupations nationales pour ensuite concentrer toutes les énergies sur le travail inlassable.

Le GRAD ne cessera jamais de prôner le dialogue et d'inviter tous les togolais à travailler à l'amélioration constante de la condition du citoyen togolais, tant sur le plan moral que sur celui du bien-être matériel.

La démocratie vraie doit reposer sur le respect inconditionnel de chacun : de sa vie, de son intégrité, de ses droits en un mot de sa dignité. Elle doit être fondée sur le dialogue, le consensus et la collaboration pour instaurer plus de justice dans les rapports entre les citoyens. Dans cette perspective, le souci du bien commun doit l'emporter sur le souci du bien particulier.

Le Togo, riche de plus de quarante ethnies doit compter sur tous ses fils unis, chacun apportant sa pierre à l'édification de la nation. Ni l'abus autoritaire de la force, ni la seule aspiration ne suffisent plus. C'est au niveau des actions concertées que s'affirmera la détermination des dirigeants à œuvrer pour rétablir, dans la communauté, les rapports idoines sur la base de la vérité, de la justice, de la liberté et de la fraternité. Le développement du pays et la paix en dépendent.

Le GRAD estime que la leçon de la fable de la Fontaine "La cigale et la fourmi" doit pouvoir permettre aux uns et aux autres de se remettre en cause. Chacun doit comprendre que c'est par la force du travail, dans l'ordre et dans la discipline, que la plupart des Etats se sont développés. Il en est de même, aujourd'hui, des pays dits émergents.

"Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front". Il n'y a pas une autre manière de comprendre cet enseignement biblique. Le pain ne tombe jamais du ciel. Il y a d'abord l'effort puis la récompense. Ainsi donc celui qui mange et ne produit rien est un destructeur. Il constitue un poids inutile pour la communauté.

Le GRAD considère que l'année 2010 doit être l'occasion pour le TOGO d'observer un arrêt. Il faut permettre au peuple et à la classe politique d'accepter, à partir du présent, d'exorciser le passé pour mieux se projeter dans le futur. C'est un défi national qui doit être relevé si tant est que les Togolais portent vraiment le TOGO dans leur cœur. Il n'y a qu'une seule patrie et les patriotes doivent assumer leur responsabilité.

Le GRAD note avec amertume que la démocratie n'a pas encore droit de cité dans le pays. Il faut tout faire pour sortir définitivement le TOGO de la crise. C'est sûr qu'on peut y arriver. Cela ne sera pas une promenade de santé. Beaucoup d'efforts seront consentis. Il y aura des émotions, des hésitations et même des grincements de dents. L'exercice commandera parfois, de faire hara-kiri pour faire œuvre utile. Il faut nettoyer les écuries d'Augias pour porter la propreté et l'ordre dans la cité.

Le TOGO ne saurait vivre isolé du reste du monde. La situation dans laquelle on l'a plongé n'est pas à son honneur. Il n'est pas le seul pays à avoir fait l'expérience du parti unique. Si par rapport aux résultats, le minimum vital n'a pu être assuré à la population malgré les divers atouts très importants dont dispose le pays, il y a lieu de changer de méthode.

Il importe absolument de mettre fin au statu quo dans lequel une minorité capricieuse et oisive nageant

dans une débauche de moyens fait bombance et se réjouit sur le dos de la majorité en distribuant des faire-part dans tous les domaines notamment dans ceux de la politique, de l'éducation nationale, de la santé, du sport, des traditions et coutumes.

Aujourd'hui, la majorité de la population n'acceptera plus d'être gouvernée par la force et l'arbitraire. Aucun investisseur sérieux ne débarquera avec son argent pour faire des affaires dans un pays où:

- la compétence et les valeurs sont assassinées,
- l'effort et la bravoure intellectuelle ne sont ni encouragés ni reconnus
- le mensonge est un sport national,
- la justice aux bottes piétine le droit,
- la corruption, le tribalisme et le favoritisme sont des clés qui ouvrent les portes des différents services du secteur public et du secteur privé,
- le bon sens le plus élémentaire quitte son champ spécifique, pour aller chercher des justifications dans la mentalité de certains indigents de la pensée universelle.

Le GRAD propose d'ouvrir un débat national pour mener des réflexions sur des sujets pertinents couvrant les différents domaines de la vie du pays. Des recommandations assorties de feuilles de route avec des chronogrammes clairs et précis doivent sanctionner le débat. Il y va de l'intérêt du TOGO et de celui de sa population toute entière.

Le GRAD ne saurait clore la présente réflexion sans rendre hommage à toutes celles et à tous ceux qui se sont battus et ont sacrifié leur vie pour l'émancipation du TOGO.

Il salue également le courage et la détermination de la jeunesse togolaise qui de tout temps, a répondu aux différents rendez-vous de l'histoire nationale.

Le GRAD pense que la célébration des 50 ans ne sera qu'un fait divers dans le décor de misère sociale, politique, économique et environnementale imposée à la population.

Lomé le 22 avril 2010

Victor ALIPUI



TOGO: Cinquantenaire de l'indépendance du Togo : Le CAR appelle à la refondation de la République

Vendredi, 23 Avril 2010 14:59



Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a - enfin, dira-t-on, rompu le silence. Il y a bien longtemps que ses responsables ne se sont plus prononcés sur l'actualité. Le parti de Me Dodji Apevon était en conférence de presse hier jeudi. C'était une occasion pour Me Yawovi Agboyigbo et les siens de signer leur retour sur la scène. Le CAR a fait un bilan sommaire de la situation sociopolitique et économique depuis les indépendances, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire. « Le bilan est à tous égards angoissant », estime-t-on. Le combat démocratique, l'Accord politique global (APG), le scrutin du 4 mars dernier sont, entre autres les questions abordées. Le parti, comme nous l'avions requis dans un de nos précédents articles, a condamné « avec vigueur les violations des droits de l'homme » qui caractérisent l'après-élection, allusion tacite aux exactions dont sont victimes les militants de l'Union des Forces de Changement (UFC) et du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC).

Déclaration du CAR...

L'histoire post-coloniale du Togo à ce jour, c'est l'histoire d'un peuple au rêve brisé. Tout passé, quel qu'il soit, a ses charmes. Et si nos parents s'étaient vaillamment battus pour s'affranchir du joug colonial, c'est afin que les générations à venir puissent vivre dans un Togo meilleur. C'est le lieu de rendre hommage à ces valeureux combattants et de saluer la mémoire de tous ceux qui ont laissé leur vie sur le champ de bataille.

Aucun d'entre eux ne pouvait s'imaginer que 50 ans après, le pays allait être dans l'état actuel de délabrement. Le bilan est à tous égards angoissant. L'agriculture est aujourd'hui moins prospère que naguère et ne laisse pas entrevoir de perspectives devant favoriser de si tôt un développement industriel susceptible d'offrir des opportunités d'emplois aux jeunes. Les infrastructures routières, scolaires, sanitaires sont dans un état lamentable. Le pouvoir d'achat des agents de l'Etat, des travailleurs du secteur privé, du monde rural a considérablement chuté. La misère est effrayante dans toutes nos villes et campagnes.

Le feu président Eyadema sous-estima la gravité de la situation pour l'avoir prise pour une crise simplement financière qu'il pouvait surmonter en appelant au secours le FMI et la Banque Mondiale au début des années 80. Les mesures drastiques imposées au pays par ces institutions de Bretton Woods, loin d'atténuer la crise, l'ont au contraire aggravée.

Il a fallu les soulèvements populaires du 5 octobre 1990 et du 16 mars 1991 pour que le régime se rende à l'évidence que par delà ses manifestations économiques et financières, la crise est d'essence politique. La classe politique et les partenaires en développement du pays se sont accordés sur l'idée que la racine de notre mal, c'est le déficit démocratique.

Et c'est en vue de contribuer à trouver des solutions à ce déficit démocratique que l'Union Européenne et les autres partenaires en développement du Togo ont poussé le régime en place à avoir avec

l'opposition plusieurs discussions, dont notamment celles sanctionnées par l'Accord Politique Global (APG) du 20 Août 2006.

Par cet Accord historique, le parti au pouvoir, le RPT, s'est engagé à prendre les mesures susceptibles de remédier au déficit démocratique qui bloque le développement du pays, ce déficit étant compris par toutes les parties prenantes à l'Accord comme étant non seulement l'absence d'un cadre électoral garantissant des élections régulières et transparentes, mais également l'absence de règles et institutions de nature à assurer un fonctionnement normal de l'Etat républicain. Les réformes prescrites par l'APG pour remédier aux deux aspects du déficit démocratique constituent un seul et même ensemble, des élections régulières et équitables n'étant pas concevables dans un contexte institutionnel où le fonctionnement de la République est déficient. Il s'est trouvé que dans la mise en œuvre des dispositions ainsi prescrites par l'Accord Politique Global pour remédier au déficit démocratique, le parti au pouvoir a fait preuve d'une mauvaise foi qui a finalement rendu impossible le changement démocratique recherché.

En effet, si sous la pression des événements, le RPT a fait semblant de concéder un certain nombre de mesures concernant le cadre électoral, il s'est en revanche employé à bloquer systématiquement toutes les réformes susceptibles de mettre fin à son emprise sur les institutions républicaines, de sorte que ces institutions qui devraient garantir le fonctionnement régulier de la République, y compris l'encadrement des processus électoraux, continuent à être contrôlées par des personnes qui sont à la dévotion du régime.

On s'en est aperçu lors du scrutin présidentiel de 2010. Les diverses institutions qui devraient concourir par leur neutralité républicaine à l'équité des élections ont œuvré de façon ouverte, à la réélection du candidat-président. Il en a été ainsi de la HAAC, de la Cour Constitutionnelle, des ambassadeurs rappelés, des magistrats présidents des juridictions, des préfets, des maires et conseillers nommés par décret, des chefs traditionnels, des hauts gradés de l'armée et des forces de sécurité, des dirigeants des sociétés d'Etat, des directeurs des administrations centrales et les responsables des régies financières de l'Etat ... Le régime n'ayant pas tenu compte des anomalies constatées lors des élections du passé pour prendre, en application de l' APG, des mesures institutionnelles qui dissocient le droit des électeurs de choisir librement entre les candidats et l'obligation 'pour les tenants du pouvoir de gérer les ressources nationales au profit de tous les citoyens et localités quel que soit le sens de leur vote, les équipes de campagne du parti au pouvoir se sont employées à inculquer dans l'esprit des populations l'idée antirépublicaine selon laquelle, elles ne peuvent avoir accès aux emplois publics, aux marchés d'Etat ainsi qu'aux infrastructures communautaires qu'en votant en faveur du candidat-président.

Le CAR tient à réitérer son refus de reconnaître la validité du scrutin du 04 Mars 2010 en raison des graves irrégularités qui l'ont entachées et condamne avec vigueur les violations des droits de l'homme qui s'en suivent, ce qui dénote que 50 ans après son accession à l'indépendance, notre pays se trouve toujours dans l'incapacité d'organiser des élections qui ne débouchent sur des lendemains douloureux et sans issue. Il est impérieux et urgent que des dispositions nécessaires soient prises pour refonder la République et rompre définitivement avec les dérives institutionnelles antirépublicaines qui ont gravement compromis le développement du pays durant les cinquante années passées. En vue de se pencher sur les actions à entreprendre à cet effet, le CAR a décidé de se retrouver en journée de réflexion le 08 Mai 2010.

Fait à Lomé, le 22 mars 2010.

Le Président National
Me Dodji APEVON



«Le 27 avril doit marquer notre nouveau départ, notre nouvelle indépendance»

23/04/2010

Par [Perrine MOUTERDE](#) (texte)



King Mensah était à Paris début avril pour enregistrer son sixième album. Très engagé socialement, le plus populaire des chanteurs togolais revient sur la situation de son pays qui célèbre, le 27 avril, le cinquantième de son indépendance.

Le musicien King Mensah, de son vrai nom "Mensah Mensah", est né dans une famille modeste de six enfants dans le quartier de Bè Kpota, à Lomé, la capitale togolaise. Fils d'un chanteur traditionnel, sa musique s'inspire de la culture africaine, qu'il mêle à la technologie occidentale. A 38 ans, après cinq albums, dix ans passés en France et quelques autres aux États-Unis, c'est dans son pays qu'il espère changer les choses. Chaque année, il offre un concert gratuit aux Togolais, à Lomé. Aujourd'hui, King Mensah dit ne croire ni au régime au pouvoir ni à l'opposition. En 2005, le musicien a ouvert un orphelinat qui s'occupe de 25 enfants.

Kara, 23 avr. (ATOP)- Vingt cinq parajuristes agricultrices des régions du septentrion prennent part du 19 au 23 avril à Kara à un atelier de formation et de renforcement de leurs capacités en droit de la femme.

Organisée par le réseau panafricain «Women in Law and Development in Africa» section Togo (WILDAF-TOGO), cette formation s'inscrit dans le cadre du projet **«Utiliser la loi comme un outil pour l'autonomisation des femmes rurales dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest»**

Une délégation de la **Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT)**, conduite par le secrétaire général adjoint Tevi Sébastien, a formé le vendredi 16 avril à Dapaong les représentants de leurs syndicats de base.

La délégation a donné des outils nécessaires aux membres de la CSTT afin de leur permettre de se défendre, de sensibiliser et de mobiliser les travailleurs pour les élections sociales. Trois thèmes ont été développées à savoir «La définition d'un syndicat, la présentation de la CSTT et le déroulement des élections sociales».

Ces élections sociales consistent à élire au sein des entreprises, de l'administration générale un noyau syndical définissant la représentativité de chaque confédération sur l'échiquier national

LE TEMPS Nestlé se lance dans la production de lait au Kenya

samedi 24 avril 2010

Isolda Agazzi de retour de Nairobi



Des paysans africains transportent leur production. Nestlé veut changer la vie de 179 000 producteurs en doublant leur revenu d'ici à quatre ans. (Getty)

Pour profiter du grand marché régional d'Afrique orientale, Nestlé va aider des milliers de petits producteurs à moderniser la filière laitière

«Aujourd'hui, nous devenons partenaires du plus important groupe agroalimentaire du monde – un géant au grand cœur», clamait Moses Nyabila, directeur de l'East Africa Dairy Development Project, la semaine passée à Nairobi, devant les représentants de l'industrie laitière kényane. La solennité de la cérémonie était à la hauteur de l'événement: Nestlé se lance dans la production de lait au Kenya, en Ouganda et au Rwanda.

«Nous voulons faire fonctionner le marché au profit des paysans, continue Nyabila. Nous allons changer la vie de 179 000 producteurs en doublant leur revenu d'ici à quatre ans. Pour cela, il faut augmenter l'efficacité, la qualité et la compétitivité de toute la filière en faisant baisser les coûts de production. Au Kenya, il s'agit de créer 21 coopératives de 5000 membres chacune d'ici à 2011 pour produire, à terme, un million de litres de lait par jour. Le partenariat avec Nestlé va assurer à nos petits producteurs l'accès au marché tout au long de l'année.»

Derrière l'emphase de circonstance se cache une réalité plus terre à terre: depuis que le Kenya a augmenté ses droits de douane à 60%, en 2005, le lait importé est devenu beaucoup plus cher que le local et la situation s'est corsée pour la multinationale veveysanne: «Nous n'arrivons plus à vendre notre produit phare, la poudre Nido. Nous avons donc décidé de produire de la poudre sur place et d'exporter nos produits dans toute la région», confie son directeur régional pour l'Afrique de l'Est, Pierre Trouilhat, lors d'un reportage réalisé avec le soutien du réseau [Média 21](#) notamment.

Le grand intérêt de Nestlé, c'est l'accès à l'immense marché régional de la Comesa, réfléchit un spécialiste des questions agroalimentaires qui était aussi à Nairobi. Pour y entrer sans payer de droits de douane, il faut prouver que 40% de la production est locale. Nestlé a aussi des visées stratégiques: afin de s'intégrer dans ce marché de manière solide, il faut que les économies locales y trouvent leur compte.

C'est que le continent africain, avec un milliard d'habitants – 400 millions pour la Comesa – et une classe moyenne en pleine expansion, représente un marché très prometteur pour le géant suisse, qui y possède 24 usines et emploie 80 000 collaborateurs.

«Leur vie a changé»

Au Kenya, Nestlé a l'intention d'acheter du lait en poudre dès que celui-ci aura atteint le standard de qualité requis. Le projet mise initialement sur Kabiyet Dairies, une coopérative pilote de la fertile vallée du Rift. «C'est la première fois que je me retrouve devant un parterre si important, s'excuse presque Abraham Rugut, son directeur. Aujourd'hui notre coopérative compte 3000 membres et notre production de lait est passée de 1623 à 36 000 litres par jour. Auparavant, les paysans recevaient 8-10 shillings par litre, aujourd'hui ils en perçoivent 22 – le prix du marché. Leur vie a changé.»

En visitant plusieurs fermes kényanes, Sabine Schenk, responsable du développement rural à la DDC, a constaté que Nestlé s'insère dans un système de production qui existe depuis l'indépendance et que l'entreprise cherche à perfectionner. Les vaches, introduites par les colons anglais, sont de souches mixtes et donnent beaucoup plus de lait que les bovins traditionnels – 15-20 litres par jour si elles sont bien nourries, ce qui nécessite des compléments alimentaires. La multinationale va aussi augmenter la capacité de transformation des usines de Nairobi, qui connaissent parfois des problèmes de surproduction, et introduire de nouvelles techniques permettant au lait en poudre de se dissoudre plus rapidement.

Des paysans mieux formés

«Tout le monde y trouve son compte, conclut le même spécialiste, même si Nestlé en tire le plus de bénéfice, ce qui est normal pour une entreprise privée. Mais, à la longue, il pourrait y avoir une différenciation au niveau des standards de qualité. Au début, Nestlé va aider les paysans à les atteindre, mais après elle va devoir les imposer et les paysans plus grands et mieux formés pourraient avoir un avantage sur les plus pauvres. Aussi, il y a dans d'autres régions toute une filière d'élevage traditionnel qui n'est pas du tout soutenue et qui va se retrouver en concurrence avec la filière modernisée. Mais cela dépend de la politique agricole du Kenya, pas de Nestlé.»

Sidwaya

Mali • ATT refuse de jouer la prolongation au Mali

jeudi 22 avril 2010

Le président malien Amadou TOUMANI TOURE a déclaré lundi 19 avril qu'il ne souhaitait pas modifier la Constitution afin de pouvoir se représenter à l'élection présidentielle au terme de son second mandat, en 2012. "Après le pouvoir, il y a la vie ! Une fois président retraité, j'aurai au moins deux occupations : aller aux champs et m'occuper de mes petits-enfants", a assuré le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2002, comme le rapporte le quotidien burkinabé [Sidwaya](#). Ces déclarations surviennent alors qu'un conseil de sages prépare une révision de la Constitution. La question se posait de savoir si le nombre et la durée des mandats présidentiels seraient concernés.



Le président ne briguera pas de troisième mandat

Le président malien, Amadou Toumani Touré (ATT) décide de rendre son tablier à la fin de son mandat en 2012. Il ne lèvera pas le verrou de la limitation du mandat présidentiel à deux, mettant ainsi fin aux spéculations sur un troisième mandat.

Le verrou des deux mandats présidentiels maximum est en bonne place au Mali. Le général président, Amadou Toumani Touré (ATT) du Mali, tient parole. Les supputations autour d'un troisième mandat se sont éteintes. En effet, à la fin de son second et dernier mandat en 2012, il passera la main. Il ne modifiera pas la constitution pour se présenter une 3e fois. Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) a écarté cette hypothèse.

Et, le 19 avril dernier, à la remise des conclusions du CARI, ATT a manifesté son intention de les respecter. "Je suis un homme d'honneur et puis après le pouvoir, il y a la vie ! Une fois président retraité, j'aurai au moins deux occupations : aller au champ et s'occuper de mes petits-enfants". Le 8 juin 2012, le président ATT se retirera après avoir rempli deux mandats et dans le strict respect de la constitution.

Ainsi, il éloigne son peuple du syndrome nigérien. Et, donne l'exemple à toute l'Afrique. Et la suite du programme au Mali prévoit : un projet de révision de la constitution malienne de 1992 est concocté par un conseil de sages. Dans cette proposition de révision, le nombre et la durée des mandats présidentiels, restent inchangés. Aussi, les textes prévoient un chef d'Etat renforcé par un régime semi-présidentiel.

De même, la loi électorale est profondément remaniée afin de relancer la vie démocratique, permettre de lutter contre le clientélisme et la corruption. Cette constitution révisée sera soumise à référendum. La classe politique malienne est d'accord même si l'opposition émet des inquiétudes. Pour elle le projet a pris du retard et il ne faudrait pas faire l'économie d'un vrai débat parlementaire sur le fond.

Le projet de loi doit être adopté par l'Assemblée avant d'être soumis à référendum d'ici la fin de l'année. Ousmane Sy, secrétaire politique national du ADEMA, a des craintes, car 2011 va être la période du débat sur ces élections. Et, si les réformes ne sont pas opérées avant 2011, ça risque de poser des problèmes. "Il y a un souci à se faire sur le calendrier parce qu'il y a des consultations indispensables", pense-t-il.

A toute chose égale par ailleurs, la déclaration du président malien, Amadou Toumani Touré de ne pas modifier la constitution pour un 3^e mandat fait que du coup, la présidentielle de 2010 s'annonce très ouverte et ATT rentre dans l'histoire de la démocratie.

Boureima SANGA

Bangkok Post THAÏLANDE • Eloigner le spectre de la guerre civile

Cinq grenades ont explosé le 22 avril dans le centre de Bangkok, faisant un mort et 85 blessés. La tension entre partisans du gouvernement et opposants s'accroît de jour en jour. Inquiet, le Bangkok Post conjure les Thaïlandais à apprendre à vivre ensemble, malgré les divergences.

23.04.2010 | Editorial | [Bangkok Post](#)



© AFP Un drapeau de la Thaïlande et un drapeau nationaliste thaïlandais couvre du sang après une série d'explosions dans le centre de la capitale, 22 avril 2010.

Il y a une réalité que tous les Thaïlandais doivent regarder en face. La réalité, c'est qu'il va falloir que nous vivions ensemble, chemises rouges [partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin], chemises jaunes [anti-Thaksin], chemises multicolores [progouvernement], militaires, policiers, soi-disant élites, opprimés et non-alignés. L'armée ne peut pas commettre un carnage au carrefour de Ratchaprasong [occupé depuis le 2 avril par les manifestants antigouvernementaux] et écraser les dizaines de milliers de personnes qui y campent. Le Front uni pour la démocratie contre la dictature (UDD) [sous la bannière duquel sont regroupés ces protestataires] n'a pas les moyens d'obliger ceux qui ne sont pas d'accord avec son idée de dissoudre l'Assemblée ou avec ses méthodes de protestation à enfiler une tenue rouge et à le rejoindre sans discuter.

La réalité, c'est que des années de griefs accumulés, de conflits et de peur nous ont menés à ce carrefour dépourvu de feux de signalisation. Ou, plus exactement, où personne ne respecte les feux, de quelque couleur qu'ils soient, tout en affirmant avoir la priorité. Si on laisse cette situation perdurer, un nouvel affrontement est inévitable. Les pertes risquent également d'être lourdes, sachant que ce qui a démarré sous la forme d'un conflit politique a pris racine et s'est étendu au point de toucher presque tous les Thaïlandais. Un nouvel affrontement, une nouvelle victime à Ratchaprasong [il y a déjà eu 26 morts en avril à Bangkok] suffirait à déclencher une réaction en chaîne, les sympathisants des différents camps dans tout le pays se soulèveraient et extérioriseraient leur colère comme ils le pourraient. La mêlée sociale qui s'ensuivrait serait généralisée et impossible à maîtriser.

La réalité est que, même si une telle tragédie se produisait, il nous faudra quand même trouver un moyen de vivre ensemble. Il y aura des riches. Il y aura des pauvres. Il y aura des gens qui soutiennent les chemises rouges. Il y aura ceux qui préféreraient soutenir les démocrates et le Premier ministre Abhisit Vejjajiva. Il y aura toujours des divergences d'opinion, sur la façon de gouverner le pays, sur le rôle de l'armée et bien d'autres sujets. Ces divergences, nous devons y faire face, non nous entretuer en leur nom.

S'il y a des raisons de s'inquiéter de l'intense bras de fer que se livrent chaque jour le gouvernement et l'UDD, il est encore plus effrayant de constater que des campagnes de plus en plus virulentes se multiplient et cherchent à diviser les gens, à justifier le droit des uns tout en suscitant la haine des autres. Il faut condamner et mettre un terme immédiatement à ces campagnes haineuses, que l'on retrouve sous une forme ou sous une autre dans chacun des camps impliqués dans ce conflit interminable. Les discours, déclarations, courriels et affiches qui approuvent tacitement ou ouvertement le recours à la violence contre tout adversaire doivent être dénoncés, et non véhiculés pour jeter de l'huile sur le feu.

La réalité, c'est qu'aussi dangereux que soit aujourd'hui le face-à-face à Ratchaprasong, la guerre de l'information que se livrent les forces en présence est encore plus dommageable, surtout pour l'avenir à long terme du pays. De nouvelles élections n'y changeront rien si on laisse les gens d'un même pays se considérer et se traiter mutuellement comme des ennemis.

La réalité, c'est que le gouvernement et l'UDD se sont enfoncés dans une impasse totale, où ni les uns ni les autres ne peuvent proclamer une victoire absolue sans essuyer des pertes terribles. Les deux camps doivent faire des concessions, et vite. A défaut de quoi, le spectre redoutable d'une guerre civile pourrait devenir notre nouvelle réalité.

23.04.2010

Le référendum sur la réforme de la Constitution kirghize se tiendra le 27 juin, et sera suivi d'élections législatives le 10 octobre, a annoncé Omourbek Tekebaev, vice-Premier ministre du gouvernement de transition mis en place le 7 avril à l'issue des violentes émeutes qui ont chassé du pouvoir le président Kourmanbek Bakiev, rapporte le webzine centrasiatique Ferghana.ru.

En revanche, la date de l'élection présidentielle n'a pas encore été fixée. Et pour cause : tant que le nouveau texte de la Loi fondamentale, censé transformer le Kirghizistan en république parlementaire, n'est pas adopté, "on ne sait pas qui – du peuple ou des députés – devra élire le chef de l'Etat", explique le journal moscovite [Vzgliad](http://Vzgliad.ru).

Les Kirghizes seront par ailleurs appelés à se prononcer, lors de la consultation du 27 juin, sur un projet de loi visant à légaliser le gouvernement de transition.

hindustantimes.com INDE • Comment se retrouver avec
100 millions de pauvres en plus

Pendant que tout le pays avait les yeux rivés sur les affaires de corruption dans le monde du cricket, New Delhi a réévalué à la hausse la population vivant sous le seuil de pauvreté, qui passe de 300 à 400 millions.

23.04.2010 | Samar Halarnkar | [Hindustan Times](http://hindustantimes.com)



© AFP Des centaines de personnes vivant dans les bidonvilles de Bombay ont manifesté leur mécontentement vis-à-vis de l'Alliance unie et progressiste (UPA) en février 2010 à New Delhi.

Ainsi donc, notre secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Shashi Tharoor [impliqué dans un scandale de corruption lié au cricket] a démissionné. Et Lalit Modi, le directeur du championnat de cricket indien [également accusé de corruption], pourrait faire de même. Ou pas. Cela va être le grand nettoyage dans le cricket. Ou pas.

Mais est-ce vraiment si important ? Ce ramdam autour du championnat de cricket indien ne pouvait survenir à pire moment. L'Inde commençait enfin, quoique à contrecœur, à s'atteler à des questions urgentes qui l'empêchent d'être une démocratie juste et équitable. Le cirque autour de Tharoor et de Modi a finalement détourné l'attention de la grosse tempête qui se prépare dans le pays. Une tempête où se mêlent misère persistante, violence en hausse et catastrophe écologique.

Si vous n'avez pas suivi le débat sur la pauvreté qui s'est déroulé mi-avril entre les principaux responsables du gouvernement et un petit groupe de puissants défenseurs de la société civile, vous vous demandez sans doute comment l'Inde a pu accepter, presque du jour au lendemain, d'ajouter 100 millions de personnes aux 300 millions qui vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté (17 roupies [0,29 euro] par jour en milieu urbain et 12 roupies [0,20 euro] en milieu rural). Devant l'insistance de Sonia Gandhi, présidente de l'Alliance unie et progressiste (UPA) dirigée par le Parti du Congrès [au pouvoir], pour faire de la faim et de la pauvreté des priorités nationales, le gouvernement et sa commission de planification, chargée de fixer le seuil de pauvreté, ont entrepris de réviser le chiffre absurde de moins de 300 millions d'Indiens pauvres.

Le nouveau chiffre de 400 millions peut sembler énorme, pour un pays de 1,1 milliard d'habitants, mais tous les experts vous diront qu'il est encore largement sous-évalué. Si l'on relevait le seuil de pauvreté à 2 dollars, soit 90 roupies (1,50 euro) par jour, le nombre de pauvres dépasserait les 800 millions. Voilà à quel point l'Inde est pauvre.

Ces chiffres prêtent à controverse parce qu'ils déterminent le montant des dépenses sociales de l'Etat. Du coup, la commission de planification est divisée. Ceux qui s'opposent à l'augmentation du nombre officiel de pauvres affirment que les montants qu'il faudra leur consacrer vont compromettre les efforts du gouvernement visant à juguler le déficit budgétaire déjà considérable du pays, qui s'est creusé de 24 % pour atteindre les 4 140 milliards de roupies [70 milliards d'euros] en 2009-2010 (essentiellement en raison des 2 480 milliards de roupies [42 milliards d'euros] du plan de relance). Ceux qui sont pour revoir à la hausse le nombre de pauvres disent que la faim et la misère sont une honte nationale et qu'il est impératif de consacrer davantage d'argent aux programmes sociaux. Leur argument : si l'on fait des cadeaux aux industriels et aux autres groupes de pression, pourquoi ne peut-on faire de même pour les millions de personnes qui n'ont d'influence sur rien ?

Le gouvernement, pour une fois, semble réceptif. C'est ainsi que Kavita Srivastava, militante du mouvement Right to Food, a reçu un coup de téléphone du bureau du Premier ministre lui demandant ce qu'elle avait contre le nouveau seuil de pauvreté. En d'autres temps, on n'aurait fait aucun cas de gens comme elle.

La pauvreté, qui est endémique en Inde, va être encore exacerbée par l'effondrement imminent du système de sécurité sociale. Dans l'Uttar Pradesh [Nord], des enfants mangent de la boue pour apaiser leur faim ; à Bolangir, dans l'Orissa [Sud-Est], des hommes et de femmes trentenaires meurent de malnutrition. Dans le Jharkhand [Centre], des enfants se nourrissent de baies sauvages et de fourmis rouges, leurs ventres sont gonflés par la maladie et, suivant une superstition tribale, on soigne la malnutrition en leur perçant l'estomac avec un poinçon chauffé à blanc.

On assiste aujourd'hui à la faillite de notre gouvernance. Dans les zones tribales, il n'y a pas que la faim : il y a aussi la présence des maoïstes et l'exploitation de la forêt par les autorités locales et des intérêts privés.

A l'heure où l'Etat se désengage, il n'est pas surprenant de voir que le tigre, emblème de la nation, est en voie de disparition. La situation est tellement critique - il ne resterait pas plus de 1 000 tigres en Inde - que le Premier ministre a lui-même appelé cette semaine les Etats à prendre des mesures exceptionnelles pour sauver ce prédateur qui ne permet pas seulement de mesurer la richesse écologique du pays mais également la bonne santé de la société civile. Parlons donc de tous ces problèmes, une fois que nous en aurons fini avec le cricket.

Le Post info, buzz, débat En ULM pour un record (Fin)

Par [toganim](#) le 23/04/2010 à 17:17,



[En ULM pour un record. Toganim](#)

Alors que nous venons de décoller depuis 10 mn pour tenter d'établir un record d'altitude pour le Togo, nous franchissons le cap des 1.000 premiers mètres.

Jean-Claude, mon copilote, note les paramètres de vol 500m par 500m: altitude, taux de montée, heure, température, conso carburant etc... Je donne toutes ces données en temps réel à la radio pour ceux qui nous suivent depuis le sol. Dans le même temps, le Ministre des transports est arrivé et il a embarqué avec les journalistes à bord de l'avion de l'instructeur pilote qui désormais vole autour de nous.

Une ligne nuageuse me force à quitter la verticale aéroport et à me déplacer vers la mer. J'avisé un cargo ancré, le prends comme point de repère et poursuis ma montée sur sa verticale. Après 30 mn nous passons 2500 mètres et le froid commence à être mordant (la température diminue de 2°C tous les 1000 pieds/300m). Je demande à Jean-Claude de prendre les commandes pour enfiler des gants, il préfère prendre le temps de mettre les siens et décide de faire une série de photos. Avec ses gants, il n'arrive pas à appuyer sur le déclencheur. Pendant ce temps, je gèle mais mon copilote est perdu dans ses prises de vue. Il faudra bien 5mn avant qu'il ne consente à prendre les commandes. Il était temps! Mon avion escorte m'a perdu de vue, il tourne en vain à ma recherche et je commence à m'inquiéter du risque de collision.

Finie l'euphorie du départ, le taux de montée est tombé à 165 pieds/mn (50m/mn) et il ne cesse de chuter faute de portance. A la radio, un autre avion décolle pour nous rejoindre. Il ne nous trouvera jamais, nous sommes trop haut et perdus dans l'immensité du ciel. A 3300m, l'altimètre tombe en panne en raison du froid combiné à l'humidité. Puis c'est au tour du stylo de Jean-Claude de rendre l'âme. Pour l'altimètre nous avions prévu le coup et pris un second appareil que nous avion scotché sur le devant de l'[ULM](#).

Une heure de vol, nous passons le niveau 114 avec un taux de montée ridicule de 75 pieds/22,5m/mn. Seule la volonté de réussir nous mène lentement vers le sommet. La raréfaction de l'air rend la respiration difficile. Nous avons mal à la tête et nos oreilles bourdonnent. Le plus gênant reste malgré tout le froid. Lima November, l'avion escorte, nous a trouvés et ne nous lâche plus. Claude, son pilote, est enthousiaste et nous encourage à continuer. Le spectacle est magnifique. Au-dessus de nos têtes, le ciel est d'un bleu très intense, sous nos pieds Lomé apparaît comme un modèle réduit. Quelques nuages s'étirent en long filament immaculés qui parfois nous enveloppent de leur voile léger.

Niveau 120, nous venons de dépasser le plafond maximal de vol des aéronefs légers. En fait, aucun avion de tourisme ne se risque vraiment au-dessus du niveau 100 pour éviter le risque d'hypoxie. Pour nous sur ce petit ULM, c'est enfin le record. Claude et son Cessna 206 veut s'approcher pour nous filmer. L'avion pique droit sur nous et le spectre d'une collision ressurgit. Il vire à, à peine, trente mètres de nous, présentant son flanc éclairé par le soleil. Une belle image, vite dissoute par une grosse turbulence. Nous venons de plonger de plusieurs mètres.

Nous décidons de poursuivre malgré la réussite de notre tentative. On vise le niveau 125 avec un taux de montée de 33pieds/10m/mn. Quinze minutes plus tard, nous passons le 125 et crânement, on opte pour le 130. Le Cessna a décroché par sécurité, il est redescendu à une altitude de 3000 mètres car son plafond de vol est désormais largement dépassé par l'altitude de l'ULM.

A 12550 pieds, nous décidons d'un commun accord de mettre un terme à notre vol. Afin d'immortaliser notre record, Jean-Claude sort son appareil photo et prend un cliché de l'altimètre. Nous annonçons le début de descente après 1h30 de vol. Je réduis les gaz à 4500 tours (contre 6000 en montée) et prends l'assiette à piquer. J'ai si froid que je ne peux plus tenir les commandes et les passe à Jean-Claude qui, assis, derrière moi ne subit pas l'assaut du vent glacial.

Il faudra 25mn de descente pour nous retrouver à 700 pieds au dessus de la mer. Je reprends les commandes pour l'atterrissage en piste 04. L'ULM touche durement le sol et roule jusqu'au parking de l'aéroclub ou c'est désormais une véritable foule qui nous attend, un large sourire sur les visages. Quelle fierté pour l'avion chiffon d'avoir fait un tel pied de nez à ses détracteurs et avoir ainsi acquis ses lettres de noblesses.



Rendez- vous est pris un de ces jours pour tenter de battre notre propre record.

E.F

Coup de pouce pour le Togo à Giraudoux



... pendant que d'autres se font beaux.

Mercredi après-midi, la kermesse « Pour le Togo », installée dans la cour de l'école Giraudoux, a attiré de nombreuses familles du quartier. Elles ont été accueillies avec entrain et bonne humeur par dix étudiants de 1^{re} année de l'Escem faisant partie de l'association Coup de pouce, et quatre étudiants éducateurs de l'ITS. Une ambiance de business a régné entre les enfants et les étudiants de l'école de commerce.

“ Action symbolique ”

Si l'entrée était gratuite, la participation financière consistait à acheter des tickets bleus à 0,20 centime pour manger, boire et jouer, mais aussi gagner des tickets roses immédiatement échangeables, de préférence, contre des lots de livres. Un grand profit pour certains gamins et un tout petit pour les étudiants et Coup de pouce qui, en partenariat avec la Croix-Rouge 37, soutient la réhabilitation d'un dispensaire au Togo.

« Une action toute symbolique, reconnaît Patrick Martinet, chef de projet de l'association, *mais cela sensibilise au grave problème d'accès à la santé dans les pays pauvres d'Afrique.* » Pour terminer l'après-midi, la troupe Et vie danse, de l'Escem, a donné un petit spectacle pour le plus grand plaisir de toutes les familles rassemblées

Lille Quartiers : Du souffle et du chœur pour un concert caritatif au profit du Togo, demain à l'église Saint-Michel

Vendredi 23.04.2010, 05:07 - La Voix du Nord



Les Symphonistes européens et le Chœur universitaire de la Catho en répétition.

| CENTRE |

Sous la baguette de Pierre-Yves Gronier, un grand concert aux allures de voyage ... réunira samedi soir les Symphonistes européens, le Chœur de l'Université catholique de Lille et la chorale Ad Libitum à l'église Saint-Michel.

« Les bénéfices de cette soirée, organisée par le Rotary-club de Lille-Est, seront intégralement affectés à l'achat d'équipements médicaux au profit de l'hôpital Yendube pour les petits Togolais de Dapaong », précise d'emblée le président, Benoît Descamps. Ouvert en 1962 par les sœurs augustines-hospitalières de l'Immaculée Conception de Saint-Amand-les-Eaux (elles sont présentes dans le Nord depuis près de mille ans), il comprend un centre de pédiatrie qui reçoit jusqu'à deux cents enfants par jour, et un centre de santé mentale. « La musique donne une âme à nos cœurs et des ailes à nos pensées », écrivait Platon. Au-delà de l'intermède musical, c'est aussi et surtout l'expression de la communauté de cœur qui nous unit à l'Afrique, si souvent éprouvée. L'émouvant Magnificat de John Rutter, compositeur anglais contemporain, des chants africains, des œuvres d'Andrew Lloyd Webber et les célèbres thèmes de Porgy and Bess de George Gershwin, dont l'incontournable Summertime, composent le programme poétique et éclectique de cette soirée placée sous le signe de la solidarité. • C. D.-C. (CLP)

Samedi 24 avril, à 20 h, à l'église Saint-Michel, place Philippe-Lebon. Tarifs : 15/10 E (étudiants et - 12 ans).

Tél : 03 20 92 16 16. Lse@asso-eclats.eu www.ticketnet.fr